



# Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

## Semaine du 25 mars 2024

### EN RÉSUMÉ

Au cours de cette semaine, l'actualité dans le domaine de la santé a été marquée par plusieurs sujets majeurs, parmi lesquels figurent :

- **Loi bien vieillir**, une réforme du financement et de la prise en charge, incluant une prestation autonomie liée à l'âge et un tarif national pour les Ehpad, a été adoptée par le Parlement pour améliorer les soins et renforcer la gouvernance.
- **Décret de compétence de la direction générale de l'offre de soins**, qui vise à actualiser le soin de ville et la transition écologique du système de santé.
- **Maltraitance envers les personnes handicapées ou âgées**, le gouvernement a présenté une stratégie nationale de lutte contre les maltraitances.
- **Données de santé**, le Conseil d'État rejette la suspension de la décision de la CNIL concernant le Health Data Hub.

### Nominations

**Mme Ludivine MOLES**, qui était directrice des affaires publiques de FTI Consulting, ancienne collaboratrice du groupe UMP puis LR à l'Assemblée nationale, devient directrice des affaires publiques de Qare (service de téléconsultations médicales).

**M. Frédéric BIRRIERI** a été nommé directeur national de la retraite de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

**Mme Nicole NOTAT**, présidente de l'association Coup de Pouce, ancienne secrétaire générale de La Confédération française démocratique du travail (CFDT), a rejoint le conseil d'administration de la Fondation de l'AP-HP que préside M. Nicolas REVEL, directeur général de l'AP-HP.

**M. Freddy SERTIN**, ancien député (Renaissance) du Calvados, a été nommé directeur des affaires publiques de Vivalto Santé.

**M. Yanis M'ZALI**, ancien collaborateur de Mme Chrysoula ZACHAROPOULOU et de M. Gabriel ATTAL, a été nommé conseiller diplomatique et discours au cabinet de Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités.

**M. Rodolphe SOULIE** prend la tête du pôle Ressources humaines hospitalières de la Fédération hospitalière de France (FHF).

**Mme Kathia BARRO** a été nommée responsable adjointe du pôle Offres de la FHF. Elle sera chargée des sujets d'offre de soins publique sur le territoire, de pertinence et de qualité des soins.

**Mme Anne DEBET**, professeure de droit privé à l'université Paris Descartes, a été nommée vice-présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

**Maltraitances / handicap** : Le gouvernement a présenté une stratégie nationale de lutte contre les maltraitances envers les personnes handicapées et âgées, avec des mesures telles que le contrôle des établissements médico-sociaux entre 2025 et 2030 pour garantir le respect de leurs droits. Il envisage d'étendre le contrôle des antécédents en matière de violences sexuelles et de maltraitances pour les intervenants dans ces établissements. Fadila KHATTABI a annoncé le lancement d'une mission auprès de l'Inspection générale des Affaires sociales pour évaluer l'accompagnement et l'orientation des enfants handicapés en IME, avec des conclusions attendues d'ici la fin de l'année, dans le but d'améliorer leur intégration dans le système scolaire public.

**Projet d'avis : « Soutenir l'autonomie : les besoins et leurs financements »** : La population est vieillissante, avec une augmentation prévue des personnes âgées de 75 ans et plus, passant de 4,1 millions en 2020 à 6,8 millions en 2040. Pour y faire face, des mesures telles que la refonte du système de financement et de prise en charge, avec l'introduction d'une prestation autonomie liée à l'âge et d'un tarif national maximum pour les Ehpad, sont proposées. Ces changements visent à améliorer la qualité des soins et à renforcer la gouvernance du système.

**Bien-vieillir**: Lors d'un ultime vote au Sénat, le Parlement a définitivement adopté hier une loi pour le "bien-vieillir", sans masquer ses inquiétudes sur l'avenir du secteur de l'autonomie, toujours privé d'une loi de programmation financière sur le grand âge pourtant promise de longue date. La proposition de loi portant "mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie" est arrivée au bout d'un long chemin parlementaire : après l'Assemblée nationale la semaine passée, le Sénat l'a approuvée très largement, malgré l'abstention des socialistes et des écologistes et l'opposition des communistes.

**Décret de compétences de la direction générale de l'offre de soins** : Ce décret actualise et vise à apporter des précisions sur les compétences de la direction générale, notamment en ce qui concerne les soins de ville et la planification de la transition écologique du système de santé. De plus, des ajustements ont été effectués concernant les projets numériques, avec le transfert du pilotage des projets relatifs aux offreurs de soins à la délégation au numérique en santé. Un arrêté publié simultanément détaille la nouvelle organisation de la direction générale, qui comprend désormais plusieurs sous-directions, notamment l'accès aux soins, la prise en charge hospitalière, le financement et la performance du système de santé, les ressources humaines, l'appui au pilotage et les ressources, ainsi qu'un pôle dédié à la recherche et à l'accès à l'innovation.

**HAS / méningites** : Frédéric VALLETOUX a indiqué que "le gouvernement suivra" l'avis de la Haute autorité de santé tendant à élargir la vaccination obligatoire pour les moins d'un an contre les méningocoques A, B, C, W et Y et recommandant chez les 11-14 ans l'injection d'une nouvelle dose pour les méningocoques A, C, W et Y, quand bien même ils auraient bien été vaccinés à moins d'un an.

**Données de Santé/ CNIL**: Le juge des référés du Conseil d'État a refusé, sans renvoi préjudiciel, de suspendre l'exécution de la délibération de la CNIL autorisant l'hébergement chez Microsoft de données de santé destinées à la constitution d'un entrepôt.